

Crise burundaise : l'ex-facilitateur impute son échec à un manque de soutien

RFI, 07-02-2019 Alors que les présidents ougandais, kényan et tanzanien ont été chargés par la communauté d'Etats d'Afrique de l'Est de poursuivre les discussions avec le président burundais Pierre Nkurunziza, en vue de trouver une sortie de crise, le facilitateur Benjamin Mkapa a lui-même de jeter l'éponge.

Avant de tirer sa responsabilité lors du sommet qui s'est tenu le 31 janvier dernier, il a remis un rapport aux chefs d'Etat, resté jusqu'à présent confidentiel. RFI est parvenu à s'en procurer une copie. A la fin de sa mission, pour l'ancien facilitateur, rien n'est réglé dans la crise au Burundi, malgré les cinq sessions de dialogue qui se sont tenues et la perspective des élections en 2020. Pourtant, souligne Benjamin Mkapa, « le gouvernement et opposition devraient discuter et se mettre d'accord sur le cadre légal et les mécanismes nécessaires à la tenue de ces élections ». L'ancien président tanzanien s'est dit déçu du boycott par le gouvernement de la dernière session de dialogue en octobre dernier, mais il indique que cela traduit les « réticences de long terme » des autorités burundaises à s'engager dans un dialogue inclusif. Les conclusions du dialogue interne organisées par Bujumbura visaient à présenter un « fait accompli » et « la facilitation était ignorée », a critiqué encore l'ex-facilitateur. Mais surtout Benjamin Mkapa se plaint de ne pas avoir été suffisamment soutenu dans ses démarches, d'abord par la région elle-même : « L'absence de sommet dédié sur la crise au Burundi m'a privé du soutien régional nécessaire », explique l'ancien chef d'Etat. Et plus largement, pour Benjamin Mpaka, le manque de cohésion et de coordination au sein de la communauté internationale et l'absence de front commun sur le Burundi, l'ont privé de tout soutien effectif. L'ancien facilitateur plaide pour une poursuite du dialogue, des discussions autour de la feuille de route établie lors des dialogues et demande surtout aux chefs d'Etat de la région de conditionner tout soutien au processus électoral à la mise en place des conditions pour des scrutins crédibles.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});